



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre :

Le Premier ministre, représenté par Monsieur Serge DUVAL, Directeur des services administratifs et financiers, agissant au nom de l'État, 18 rue Vaneau, 75007 Paris, et désignée sous le terme « l'administration », d'une part,

Et :

L'Université Lumière Lyon 2, dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69365 Lyon cedex 07 représentée par sa présidente, Madame Nathalie DOMPNIER, et désignée sous le terme « l'université » immatriculée sous le n° SIRET 196 917 751 00014 d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'université, « Religions, discriminations et racisme en milieu scolaire : entre prescrit et réel, quels ajustements dans le travail, selon quels principes de justice ? » conforme à son objet statutaire.

Considérant les 50 000 € de crédits inscrits au programme/action 129_10 Soutien, au titre des crédits d'intervention destinés aux subventions accordées par la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme et l'Antisémitisme.

Considérant que les actions ci-après présentées par l'université participent de cette politique.

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'université s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre l'action suivante :

- « Religions, discriminations et racisme en milieu scolaire : entre prescrit et réel, quels ajustements dans le travail, selon quels principes de justice ? » qui a pour objectif d'identifier et de comprendre de façon pluridisciplinaire (sociologie, histoire, droit, didactique, philosophie, psychosociologie), les pratiques des professionnels de l'éducation, les ressources qu'ils mobilisent, créent, leurs raisons d'agir en situation de confrontation avec des questionnements sur les valeurs transmises par l'Ecole, ses enseignements et avec des pratiques discriminatoires (à raison de l'origine ou de la religion présumée) et/ou des discours racistes ou racisants.

Dans ce cadre, l'administration contribue financièrement à ce service et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour se dérouler sur l'année 2016.

Article 3 : Conditions de détermination du coût de l'action

3.1 : Le coût total estimé éligible des actions sur la durée de la convention est évalué à 50 000 € conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe.

3.2 : Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre des actions conformément au dossier de demande de subvention n° 12156*04 présenté par l'université. Ils comprennent notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre des actions, qui :
 - sont liés à l'objet des actions et évalués en annexe ;
 - sont nécessaires à la réalisation des actions ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation des actions ;
 - sont dépensés par l'université ;
 - sont identifiables et contrôlables ;

3.3 : Lors de la mise en œuvre des actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionnés au point 3.1, ne doit pas affecter la réalisation des actions et ne doit pas être substantielle.

L'université notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant la fin de l'année en cours.

Article 4 : Conditions de détermination de la contribution financière

L'administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 50 000 €, équivalent à 100 % du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière

5.1 : L'administration verse 50 000 € à la notification de la convention.

5.2 : La subvention est imputée sur les crédits du programme/action 129_10 Soutien, sous action 01 Direction des services administratifs et financiers.

Cette contribution financière sera créditée au compte de l'université selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement sera effectué au compte de l'université ouvert au « TRESOR PUBLIC ». Code IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266.

L'ordonnateur de la dépense est le Premier ministre. Le comptable assignataire est le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès des services du Premier ministre.

Article 6 : Justificatifs

L'université s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe et définis d'un commun accord entre l'administration et l'université. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilités.
- Le rapport d'activité.

Article 7 : Autres engagements

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'université, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'université sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'université et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'université par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de l'administration

L'université s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

L'administration rappelle à l'université que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'Etat : elle s'engage à coopérer aux travaux de la Cour des comptes, de l'inspection générale des finances, de l'organe de contrôle désigné par l'administration.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'université. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

L'avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux des projets, actions ou programmes d'actions définis à l'article 1^{er}.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 12 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Article 13 : Dispositions finales

La présente convention est établie en un seul exemplaire original, conservé aux archives de l'administration et qui seul fait foi. Après approbation, l'administration renverra au titulaire, pour notification, une copie certifiée conforme au document original.

Le 25/11/2016

Pour l'université,
La Présidente,

Pour le Premier ministre,

La Présidente,


Nathalie DOMPNIER
